

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 2525 [S - C - 99/09724]

7 MAI 1999. — Loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le régime disciplinaire applicable aux membres de l'Ordre judiciaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'article 404 du Code judiciaire est complété par l'alinéa suivant :

« Les sanctions disciplinaires prévues par le présent chapitre peuvent également être infligées à ceux qui négligent les tâches de leur charge et qui portent ainsi atteinte au bon fonctionnement de la justice ou à la confiance dans l'institution. »

Art. 3. L'article 405 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 405. § 1^{er}. Les peines disciplinaires mineures sont :

l'avertissement;

la réprimande simple;

la réprimande avec retenue de traitement brut de 2 à 10 %;

la réprimande avec retenue de traitement brut de 11 à 30 %.

Toute retenue de traitement est appliquée pendant deux mois maximum.

§ 2. Les peines majeures sont :

la suspension de 15 jours ou plus;

la suspension de 16 jours à 6 mois;

le retrait du mandat de chef de corps ou du mandat adjoint;

la démission d'office;

la destitution au la révocation.

La suspension de 16 jours à 6 mois peut, sur décision motivée, entraîner le retrait du mandat.

La suspension par mesure disciplinaire entraîne, pour sa durée, une perte de traitement de 50 % du traitement brut.

La démission d'office fait perdre la qualité de magistrat. Toutefois, le droit à la pension de retraite est maintenu.

La révocation des magistrats du ministère public et la destitution des juges entraînent la cessation définitive des fonctions et la perte de la pension de retraite.

§ 3. Hormis le cas de la révocation, de la destitution et de la démission d'office, l'intéressé ne peut se voir privé de l'équivalent du minimum de moyens d'existence tel que fixé par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

§ 4. Le retrait du mandat de chef de corps ou du mandat adjoint a pour conséquence que l'intéressé ne peut se porter candidat pour un mandat de chef de corps ou pour un mandat adjoint pendant 3 ans.

§ 5. Toute sanction disciplinaire majeure définitive prononcée à l'encontre d'un magistrat emporte l'interdiction de se porter candidat au Conseil supérieur de la Justice. »

Art. 4. Dans le même code, il est inséré un article 405bis, rédigé comme suit :

« Art. 405bis. Lorsque plusieurs manquements disciplinaires sont imputés à un magistrat, une seule procédure est entamée à sa charge et ne peut déboucher que sur une seule sanction disciplinaire.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 2525 [S - C - 99/09724]

7 MEI 1999. — Wet tot wijziging, wat het tuchtrecht voor de leden van de Rechterlijke Orde betreft, van het Gerechtelijk Wetboek (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet

Art. 2. Artikel 404 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in dit hoofdstuk vastgestelde tuchtstraffen kunnen tevens worden toegepast ten aanzien van diegenen die de taken van hun ambt verwaarlozen en zodoende afbreuk doen aan de goede werking van de justitie of aan het vertrouwen in die instelling. »

Art. 3. Artikel 405 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 405. § 1. De lichte tuchtstraffen zijn :

de waarschuwing;

de enkele berisping;

de berisping met inhouding van de brutowedde van 2 tot 10 %;

de berisping met inhouding van de brutowedde van 11 tot 30 %.

Inhoudingen van wedde worden gedurende maximaal twee maanden toegepast.

§ 2. De zware tuchtstraffen zijn :

de schorsing van ten hoogste 15 dagen;

de schorsing van 16 dagen tot 6 maanden;

de intrekking van het mandaat van korpschef of van een adjunct-mandaat;

het ontslag van ambtswege;

ontzetting uit het ambt of afzetting.

De schorsing van 16 dagen tot 6 maanden kan op grond van een met redenen omklede beslissing leiden tot de intrekking van het mandaat.

De schorsing als tuchtstraf heeft zolang zij duurt een verlies van wedde tot gevolg van 50 % van de brutowedde.

Het ontslag van ambtswege heeft het verlies van de hoedanigheid van magistraat tot gevolg. Het recht op rustpensioen wordt evenwel gehandhaafd.

De afzetting van de magistraten van het openbaar ministerie en de ontzetting van de rechters uit hun ambt hebben de definitieve neerlegging van het ambt en het verlies van het rustpensioen tot gevolg.

§ 3. Behalve bij afzetting, ontzetting uit het ambt en ontslag van ambtswege kan aan betrokkene het equivalent van het bestaansminimum, zoals vastgesteld in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, niet onthouden worden.

§ 4. De intrekking van het mandaat van korpschef of van een adjunct-mandaat heeft tot gevolg dat de betrokkene zich gedurende drie jaar geen kandidaat kan stellen voor een mandaat van korpschef of voor een adjunct-mandaat.

§ 5. Iedere definitieve zware tuchtstraf uitgesproken lastens een magistraat, brengt het verbod met zich mee om zich kandidaat te stellen voor de Hoge Raad voor de Justitie. »

Art. 4. Een artikel 405bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde wetboek ingevoegd :

« Art. 405bis. Wanneer een magistraat verscheidene tuchtrechtelijke tekortkomingen worden toegerekend, kan tegen hem slechts een enkele tuchtprocedure worden gevoerd die slechts aanleiding kan geven tot een enkele tuchtstraf.

Si un nouveau manquement est imputé au magistrat au cours de la procédure disciplinaire, une nouvelle procédure est entamée sans que la procédure déjà engagée ne soit interrompue pour autant. »

Art. 5. Dans le même code, il est inséré un article 405ter nouveau, rédigé comme suit :

« Art. 405ter. Le magistrat qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire ou pénale ou qui est suspendu provisoirement, peut solliciter la démission de sa fonction.

L'acquiescement à la demande de l'intéressé met fin à la suspension provisoire éventuelle et à la procédure disciplinaire.

Art. 6. L'article 406 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 406. § 1^{er}. Lorsqu'ils sont poursuivis pour un crime ou un délit ou dans le cas de poursuite disciplinaire, les magistrats peuvent, lorsque l'intérêt du service le requiert, être suspendus de leur fonction par mesure d'ordre pendant la durée des poursuites et jusqu'à la décision finale.

La mesure d'ordre est prononcée par le chef de corps pour un mois et peut être prorogée de mois en mois jusqu'à la décision définitive. Elle peut entraîner une retenue de 20 % du traitement brut.

§ 2. Dans le cas où la suspension provisoire n'est pas suivie par une peine disciplinaire, les sommes retenues sont remboursés. »

Art. 7. Dans le même code, il est inséré dans la deuxième partie, livre II, titre V, un chapitre IIbis (nouveau), rédigé comme suit :

« CHAPITRE IIbis. — *Organes disciplinaires*

Art. 408bis. Le chef de corps est une autorité disciplinaire.

En ce qui concerne les juges, les autorités disciplinaires sont :

— le premier président de la Cour de cassation à l'égard des membres de la Cour de cassation, des premiers présidents des cours d'appel et des premiers présidents des cours du travail;

— le premier président de la cour d'appel à l'égard des membres de la cour d'appel, des présidents des tribunaux de première instance et des présidents des tribunaux de commerce du ressort concerné;

— le premier président de la cour du travail à l'égard des membres de la cour du travail y compris les conseillers sociaux et des présidents des tribunaux du travail du ressort concerné;

— le président du tribunal de première instance à l'égard des membres du tribunal de première instance dans lequel il exerce ses fonctions ainsi qu'à l'égard des juges de paix et de police territoriale-ment compétents dans l'arrondissement concerné;

— le président du tribunal de commerce à l'égard des membres du tribunal de commerce concerné y compris les juges consulaires;

— le président du tribunal du travail à l'égard des membres du tribunal du travail concerné y compris les juges sociaux.

En ce qui concerne les magistrats du ministère public, les autorités disciplinaires sont :

— le procureur général près la Cour de cassation à l'égard des avocats généraux près cette Cour et des procureurs généraux près des cours d'appel;

— le procureur général à l'égard des membres du parquet général et de l'auditorat général dans lequel il exerce ses fonctions et des procureurs du Roi et des auditeurs du travail du ressort concerné;

— le procureur général chargé de la surveillance et de la direction des magistrats nationaux conformément à l'article 144bis, § 3;

— le procureur du Roi à l'égard des membres du parquet dans lequel il exerce ses fonctions;

— l'auditeur du travail à l'égard des membres de l'auditorat du travail dans lequel il exerce ses fonctions.

Art 408ter. Il est institué un Conseil national de discipline.

Le Conseil national de discipline comprend une chambre francophone et une chambre néerlandophone.

Les chambres du Conseil de discipline sont composées de 3 magistrats du siège, 2 magistrats du ministère public et 2 membres externes à l'ordre judiciaire.

Wanneer de magistraat tijdens de tuchtprocedure een nieuwe tekortkoming wordt toegerekend, wordt een nieuwe tuchtprocedure ingeleid waardoor de reeds lopende procedure evenwel niet wordt gestuit. »

Art. 5. Een artikel 405ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde wetboek ingevoegd :

« Art. 405ter. De magistraat tegen wie een tuchtrechtelijke of een strafrechtelijke procedure loopt of die voorlopig geschorst is, kan het ontslag uit zijn ambt aanvragen.

De inwilliging van deze aanvraag maakt een einde aan de eventuele voorlopige schorsing en aan de tuchtrechtelijke procedure. »

Art. 6. Artikel 406 van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 406. § 1. Ingeval magistraten worden vervolgd wegens een misdraad of een wanbedrijf of ingeval zij tuchtrechtelijk worden vervolgd, kunnen zij wanneer het belang van de dienst zulks vereist, op grond van een ordemaatregel voor de duur van de vervolging en totdat de eindbeslissing is genomen, in hun ambt worden geschorst.

De korpschef spreekt de ordemaatregel voor de duur van een maand uit. De maatregel kan vervolgens van maand tot maand worden verlengd totdat de eindbeslissing wordt genomen. De maatregel kan een inhouding van 20 % van de brutowedde met zich meebrengen.

§ 2. Indien de voorlopige schorsing niet door een tuchtstraf wordt gevolgd, worden de ingehouden bedragen terugbetaald.

Art. 7. In hetzelfde wetboek, deel II, boek II, titel V, wordt een (nieuw) hoofdstuk IIbis ingevoegd, luidend als volgt :

«HOOFDSTUK IIbis. — *Tuchtorganen*

Art. 408bis. De korpschef treedt op als tuchtoverheid.

Wat de rechters betreft, treden volgende personen op als tuchtoverheid :

— de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie ten aanzien van de leden van het Hof van Cassatie, de eerste voorzitters van de hoven van beroep en de eerste voorzitters van de arbeidshoven;

— de eerste voorzitter van het hof van beroep ten aanzien van de leden van het hof van beroep, de voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg en de voorzitters van de rechtbanken van koophandel van het betrokken rechtsgebied;

— de eerste voorzitter van het arbeidshof ten aanzien van de leden van het arbeidshof, met inbegrip van de raadsheren in sociale zaken, en de voorzitters van de arbeidsrechtbanken van het betrokken rechtsgebied;

— de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg ten aanzien van de leden van de rechtbank van eerste aanleg waarbij hij zijn ambt uitoefent, alsook ten aanzien van de vrederechters en de politierechters die in het betrokken arrondissement territoriaal bevoegd zijn;

— de voorzitter van de rechtbank van koophandel ten aanzien van de leden van de betrokken rechtbank van koophandel, met inbegrip van de rechters in handelszaken;

— de voorzitter van de arbeidsrechtbank ten aanzien van de leden van de betrokken arbeidsrechtbank, met inbegrip van de rechters in sociale zaken.

Wat de magistraten van het openbaar ministerie betreft, treden de volgende personen op als tuchtoverheid :

— de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie ten aanzien van de advocaten-generaal bij dit Hof en de procureurs-generaal bij de hoven van beroep;

— de procureur-generaal ten aanzien van de leden van het parket-generaal en van het auditoraat-generaal waarbij hij zijn ambt uitoefent, en ten aanzien van de procureurs des Konings en de arbeidsauditeurs van het betrokken rechtsgebied;

— de procureur-generaal belast met het toezicht op en de leiding over de nationale magistraten overeenkomstig artikel 144bis, § 3;

— de procureur des Konings ten aanzien van de leden van het parket waarbij hij zijn ambt uitoefent;

— de arbeidsauditeur ten aanzien van de leden van het arbeidsauditoraat waarbij hij zijn ambt uitoefent.

Art. 408ter. Er wordt een Nationale Tuchtraad ingesteld.

De Nationale Tuchtraad bestaat uit een Nederlandstalige kamer en een Franstalige kamer.

De tuchtraadkamers zijn samengesteld uit 3 magistraten van de zetel, 2 magistraten van het openbaar ministerie en 2 leden die niet tot de rechterlijke orde behoren.

Les magistrats appelés à siéger au sein du Conseil national de discipline et leurs suppléants sont élus par leur assemblée générale ou leur assemblée de corps pour une période de 4 ans.

Ils sont désignés par tirage au sort pour siéger au Conseil national de discipline pour une période de quatre ans. Les mandats des magistrats membres du Conseil national de discipline sont renouvelables par moitié tous les 2 ans.

Ils doivent avoir, pendant au moins 10 ans, exercé des fonctions de magistrat du ministère public ou de juge et n'avoir jamais encouru de sanction disciplinaire.

Les membres du Conseil national de discipline dont le mandat prend fin continuent à siéger dans les causes ayant fait l'objet de débats.

Si un membre se trouve dans l'impossibilité d'exercer temporairement son mandat ou s'il existe une cause d'incompatibilité, il est remplacé par son suppléant. S'il ne peut achever son mandat, le suppléant désigné le remplacera pendant la période restant à courir.

Chaque chambre compte au moins un représentant de chacune des deux catégories suivantes :

— un magistrat de la Cour de cassation, ou d'une cour d'appel ou d'une cour du travail ou du ministère public près ces cours ou un magistrat national;

— un magistrat choisi au sein des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce, des tribunaux du travail ou du ministère public près ces tribunaux, ou un juge de paix ou un juge au tribunal de police.

Lorsque le Conseil national de discipline est saisi de poursuites à l'encontre d'un magistrat qui a justifié de la connaissance de la langue allemande conformément à la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire et qui demande à bénéficier d'une procédure en langue allemande, le magistrat ayant le moins d'ancienneté est remplacé par un magistrat désigné par tirage au sort parmi les magistrats avant eux-mêmes justifié de la connaissance de la langue allemande conformément à la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Les membres externes et leurs suppléants sont désignés par tirage au sort parmi les avocats possédant une expérience professionnelle d'au moins 15 années au barreau et n'ayant jamais encouru de peine disciplinaire, élus par leur ordre et parmi les professeurs élus par les universités de la Communauté française et de la Communauté flamande, pour une période de 4 ans. Le mandat des membres externes du Conseil national de discipline est renouvelable pour moitié tous les 2 ans.

Les modalités des élections sont fixées par le Roi.

La désignation dans le Conseil de discipline est incompatible avec l'exercice d'un mandat politique.

Les chambres du Conseil national de discipline sont présidées par un magistrat élu à cet effet.

Hormis le magistrat instructeur désigné pour chaque affaire, chaque membre du Conseil a voix délibérative.

Les décisions des chambres sont adoptées à la majorité des deux tiers.

Le Ministre de la Justice met à disposition du Conseil national de discipline le personnel administratif nécessaire à son fonctionnement.

Le Conseil national de discipline tient ses audiences à la Cour de cassation.

Art. 408^{quater}. La Cour de cassation intervient comme organe disciplinaire.

Art 408^{quinquies}. Les cours d'appel et les cours du travail interviennent comme organes disciplinaires. ».

Art. 8. Dans la deuxième partie, livre II, titre V, du même code, le chapitre III comprenant les articles 409 à 416, est remplacé par ce qui suit :

« *Section Ire.* — Dispositions concernant les magistrats du siège à l'exception de ceux de la Cour de cassation

Art. 409. Le chef de corps est compétent pour connaître des plaintes de tout intéressé concernant un manquement aux obligations prescrites à l'article 404 de la part d'un membre de son corps.

Le ministère public peut saisir le chef de corps d'une procédure disciplinaire. Le chef de corps informe le ministère public de la suite qui lui est réservée.

De magistraten die geroepen worden om zitting te hebben in de Nationale Tuchtraad en hun plaatsvervangers worden door hun algemene vergadering of hun korpsvergadering verkozen voor een periode van vier jaar.

Zij worden bij loting aangewezen om zitting te hebben in de Nationale Tuchtraad voor een periode van 4 jaar. De mandaten van de magistraten die lid zijn van de Nationale Tuchtraad, worden om de twee jaar voor de helft vernieuwd.

Zij moeten gedurende ten minste 10 jaar het ambt van magistraat bij het openbaar ministerie of van rechter hebben uitgeoefend en mogen nooit een tuchtsanctie hebben opgelopen.

De leden van de Nationale Tuchtraad van wie het mandaat ten einde is, blijven zitting hebben in zaken die reeds zijn behandeld.

Indien een lid in de onmogelijkheid verkeert zijn mandaat tijdelijk uit te oefenen of als er een onverenigbaarheid is, wordt hij vervangen door zijn plaatsvervanger. Indien hij zijn mandaat niet kan beëindigen, wordt hij tijdens het resterende gedeelte ervan vervangen door het aangewezen plaatsvervangend lid.

Ten minste een vertegenwoordiger van de twee volgende categorieën maakt deel uit van iedere kamer :

— een magistraat bij het Hof van Cassatie, een hof van beroep of een arbeidshof, van het openbaar ministerie bij die hoven of een nationaal magistraat;

— een magistraat verkozen onder de leden van de rechtbanken van eerste aanleg, van de rechtbanken van koophandel, van de arbeidsrechtbanken of van het openbaar ministerie bij een van die rechtbanken, of een vrederechter of een politierechter.

Wanneer bij de Nationale Tuchtraad vervolging wordt ingesteld tegen een magistraat die overeenkomstig de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken blijk heeft gegeven van kennis van de Duitse taal en die vraagt dat de procedure in het Duits wordt gevoerd, wordt de magistraat met de minste anciënniteit vervangen door een magistraat die door loting wordt aangewezen onder de magistraten die overeenkomstig de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken blijk hebben gegeven van kennis van de Duitse taal.

De externe leden en hun plaatsvervangers worden voor een periode van vier jaar bij loting aangewezen onder de door hun orde verkozen advocaten die een beroepservaring aan de balie van tenminste 15 jaar bezitten en nooit een tuchtstraf hebben opgelopen, alsook onder de professoren die zijn aangewezen door de universiteiten van de Vlaamse en de Franse gemeenschap. De mandaten van de externe leden van de Nationale Tuchtraad worden om de twee jaar voor de helft hernieuwd.

De regels inzake de verkiezingen worden door de Koning bepaald.

Lidmaatschap van de Tuchtraad is onverenigbaar met een politiek mandaat.

De kamers van de Nationale Tuchtraad worden voorgezeten door een daartoe verkozen magistraat.

Behalve de onderzoeksmagistraat die voor iedere zaak wordt aangewezen, heeft ieder lid van de raad stemrecht.

De beslissingen van de kamers worden bij twee derde meerderheid genomen.

De minister van Justitie stelt aan de Nationale Tuchtraad het administratieve personeel ter beschikking dat nodig is voor de goede werking ervan.

De Nationale Tuchtraad houdt zijn zittingen bij het Hof van Cassatie.

Art. 408^{quater}. Het Hof van Cassatie treedt op als tuchtorgaan.

Art. 408^{quinquies}. De hoven van beroep en de arbeidshoven treden op als tuchtorgaan. »

Art. 8. In deel II, boek II, titel V, van hetzelfde wetboek wordt hoofdstuk III, dat de artikelen 409 tot 416 bevat, vervangen als volgt :

« *Afdeling 1.* — Bepalingen betreffende de magistraten van de zetel behalve die van het Hof van Cassatie

Art. 409. De korpschef is bevoegd om kennis te nemen van de klachten van iedere belanghebbende over een tekortkoming vanwege een lid van zijn korps ten aanzien van de in artikel 404 voorgeschreven verplichtingen.

Het openbaar ministerie kan een tuchtprocedure bij de korpschef aanhangig maken. De korpschef stelt het openbaar ministerie in kennis van het gevolg dat daaraan is gegeven.

Art. 410. Le chef de corps connaît des poursuites disciplinaires concernant les peines mineures.

Dans ce cas, l'instruction est confiée au magistrat qu'il désigne ou au chef de corps du degré supérieur ou au magistrat que ce dernier désigne.

Le magistrat instructeur dispose des mêmes pouvoirs que le procureur du Roi dans le cadre d'une information pénale en dehors du flagrant délit.

Après clôture de l'instruction, le magistrat instructeur transmet son rapport et le dossier au chef de corps.

Une fois l'instruction terminée, le chef de corps peut abandonner les poursuites, infliger une peine mineure ou transmettre le dossier au Conseil national de discipline et à l'autorité disciplinaire compétente.

Art. 411. § 1^{er}. Le Conseil national de discipline saisi par le chef de corps compétent ou le chef de corps du degré supérieur connaît des poursuites disciplinaires concernant la peine du retrait du mandat de chef de corps ou du mandat adjoint et donne un avis pour les autres peines majeures.

Le président du Conseil national de discipline désigne un magistrat instructeur chargé d'accomplir tous les actes d'investigation utiles.

Après clôture de l'instruction le magistrat instructeur transmet son rapport et le dossier au président du Conseil national de discipline.

Le Conseil national de discipline a la possibilité d'abandonner les poursuites disciplinaires, d'infliger une peine mineure, de retirer le mandat de chef de corps ou le mandat adjoint ou de transmettre le dossier accompagné d'un avis motivé quant à une autre peine majeure à appliquer, à la Cour de cassation ou à une chambre d'une cour d'appel ou du travail autre que celle dans laquelle l'intéressé exerce ses fonctions.

§ 2. Le Conseil national de discipline connaît des appels formés contre des peines mineures.

En ce cas, le Conseil national de discipline peut renoncer à appliquer une sanction ou appliquer une peine mineure.

Art. 412. § 1^{er}. Les premières chambres des cours d'appel saisies par le chef de corps compétent ou par le chef de corps du degré supérieur connaissent des poursuites disciplinaires contre les membres des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce y compris les juges consulaires et les juges de paix et de police du royaume en ce qui concerne les peines majeures.

Les premières chambres des cours du travail saisies par le chef de corps compétent ou par le chef de corps du degré supérieur connaissent des poursuites disciplinaires contre les membres des tribunaux du travail y compris les juges sociaux en ce qui concerne les peines majeures.

La première chambre est composée du premier président ou du magistrat qu'il désigne et des quatre magistrats les plus anciens en rang.

Le président de la première chambre de la cour d'appel ou de la cour du travail désigne parmi ses membres un magistrat instructeur chargé d'accomplir tous les actes d'investigation utiles.

Après clôture de l'instruction, le magistrat instructeur transmet son rapport et le dossier au président de la première chambre de la cour d'appel ou de la cour du travail.

Les cours d'appel et du travail saisies par le Conseil national de discipline en application de l'article 411 § 1^{er}, peuvent abandonner les poursuites, infliger une peine mineure ou une peine majeure.

Les cours d'appel et du travail ne peuvent sanctionner l'intéressé de la démission d'office ou de la destitution qu'à la majorité des deux tiers.

§ 2. Les cours d'appel et du travail connaissent des appels formés contre la peine du retrait du mandat de chef de corps ou du mandat adjoint.

En ce cas, les cours d'appel et du travail peuvent renoncer à appliquer une sanction, infliger une peine mineure ou retirer le mandat de chef de corps ou le mandat adjoint.

Art. 412bis. § 1^{er}. La première chambre de la Cour de cassation saisie par le chef de corps compétent ou par le chef de corps du degré supérieur connaît des poursuites disciplinaires contre les membres des cours d'appel et du travail concernant les peines majeures.

Art. 410. De korpschef neemt kennis van de tuchtvervolging met betrekking tot de lichte straffen.

In dit geval wordt het onderzoek toevertrouwd aan de magistrat die hij aanwijst of aan de korpschef van het hogere niveau of aan de door deze laatste aangewezen magistrat.

De onderzoeksmagistraat beschikt over dezelfde bevoegdheden als die waarover de procureur des Konings beschikt in het kader van een strafonderzoek, met uitzondering van gevallen van ontdekking op heterdaad.

Na beëindiging van het onderzoek bezorgt de onderzoeksmagistraat zijn verslag en het dossier aan de korpschef.

Zodra het onderzoek is beëindigd, kan de korpschef de vervolging staken, een lichte straf opleggen of het dossier aan de Nationale Tuchtraad en aan de bevoegde tuchtrechtelijke overheid toezenden.

Art. 411. § 1. De Nationale Tuchtraad waarbij de bevoegde korpschef of de korpschef van het hogere niveau een zaak aanhangig heeft gemaakt, neemt kennis van tuchtvervolgingen betreffende intrekking van het mandaat van korpschef of van een adjunct-mandaat en dient van advies inzake de andere zware straffen.

De voorzitter van de Nationale Tuchtraad wijst een onderzoeksmagistraat aan die met alle nuttige onderzoeksdaden wordt belast.

Na beëindiging van het onderzoek bezorgt de onderzoeksmagistraat zijn verslag en het dossier aan de voorzitter van de Nationale Tuchtraad.

De Nationale Tuchtraad kan de tuchtvervolgingen staken, aan betrokkene een lichte straf opleggen, het mandaat van korpschef of een adjunct-mandaat intrekken of het dossier samen met een met redenen omkleed advies betreffende een andere zware straf die moet worden toegepast, toezenden aan het Hof van Cassatie of aan een kamer van een ander hof van beroep of arbeidshof dat datgene waarbij de betrokkene zijn ambt uitoefent.

§ 2. De Nationale Tuchtraad neemt kennis van beroepen ingesteld tegen lichte straffen.

In dit geval kan de Nationale Tuchtraad ervan afzien een straf op te leggen of een lichte straf opleggen.

Art. 412. § 1. Met betrekking tot zware straffen nemen de eerste kamers van de hoven van beroep waarbij de bevoegde korpschef of de korpschef van het hogere niveau een zaak aanhangig heeft gemaakt, kennis van tuchtvervolgingen tegen leden van de rechtbanken van eerste aanleg, van de rechtbanken van koophandel, met inbegrip van de rechters in handelszaken, alsook de vrede- en politierechters van het Rijk.

Met betrekking tot zware straffen nemen de eerste kamers van de arbeidshoven waarbij de bevoegde korpschef of de korpschef van het hogere niveau een zaak aanhangig heeft gemaakt, kennis van tuchtvervolgingen tegen leden van de arbeidsrechtbanken, met inbegrip van de rechters in sociale zaken.

De eerste kamer is samengesteld uit de eerste voorzitter of de door hem aangewezen magistrat en uit de vier magistraten met de grootste ranganciënniteit.

De voorzitter van de eerste kamer van het hof van beroep of van het arbeidshof wijst onder de leden ervan een onderzoeksmagistraat aan die met alle nuttige onderzoeksdaden wordt belast.

Na beëindiging van het onderzoek bezorgt de onderzoeksmagistraat zijn verslag en het dossier aan de voorzitter van de eerste kamer van het hof van beroep of van het arbeidshof.

De hoven van beroep en de arbeidshoven waarbij de Nationale Tuchtraad overeenkomstig artikel 411, § 1, een zaak aanhangig heeft gemaakt, kunnen de vervolging staken, alsook een lichte of een zware straf opleggen.

De hoven van beroep en de arbeidshoven kunnen betrokkene alleen met een twee derde meerderheid van stemmen straffen met ontslag van ambtswege of met ontzetting uit het ambt.

§ 2. De hoven van beroep en de arbeidshoven nemen kennis van beroepen ingesteld tegen de intrekking van het mandaat van korpschef of van een adjunct-mandaat.

In dit geval kunnen de hoven van beroep en de arbeidshoven ervan afzien een sanctie op te leggen, een lichte straf opleggen of het mandaat van korpschef of een adjunct-mandaat intrekken.

Art. 412bis. § 1. Met betrekking tot zware straffen neemt de eerste kamer van het Hof van Cassatie waarbij de bevoegde korpschef of de korpschef van het hogere niveau een zaak aanhangig heeft gemaakt, kennis van tuchtrechtelijke vervolgingen tegen leden van de hoven van beroep en van de arbeidshoven.

Le président de la première chambre de la Cour de Cassation désigne parmi ses membres un magistrat instructeur chargé d'accomplir tous les actes d'investigation utiles.

Après clôture de l'instruction, le magistrat instructeur transmet son rapport et le dossier au président de la première chambre de la Cour de cassation.

La première chambre de la Cour de cassation saisie par le Conseil national de discipline en application de l'article 411, § 1^{er}, peut abandonner les poursuites, infliger une peine mineure ou une peine majeure.

La première chambre de la Cour de cassation ne peut sanctionner l'intéressé de la démission d'office ou de la destitution qu'à la majorité des deux tiers.

§ 2. La première chambre de la Cour de cassation connaît des appels formés contre le retrait du mandat de chef de corps ou du mandat adjoint.

En ce cas, la première chambre de la Cour de cassation peut renoncer à appliquer une sanction, infliger une peine mineure ou retirer le mandat du chef de corps ou le mandat adjoint.

Art 412^{ter}. Les chambres réunies de la Cour de cassation connaissent des appels formés contre les peines infligées par des cours d'appel et du travail du royaume saisies par le Conseil national de discipline en application de l'article 411, § 1^{er}.

Les chambres réunies de la Cour de cassation autrement composée connaissent des appels formés contre les peines infligées par la première chambre de cette même Cour.

Les chambres réunies de la Cour de cassation peuvent renoncer à appliquer une sanction, infliger une peine mineure ou une peine majeure.

Les chambres réunies de la Cour de cassation ne peuvent sanctionner l'intéressé de la démission d'office ou de la destitution qu'à la majorité des deux tiers.

Art. 413. Les magistrats suppléants relèvent, en cette qualité, des mêmes autorités disciplinaires que les magistrats effectifs.

Section 2. — Dispositions concernant les magistrats du ministère public à l'exception des magistrats du ministère public près la Cour de cassation

Art. 413^{bis}. Le chef de corps est compétent pour connaître des plaintes de tout intéressé concernant un manquement aux obligations prescrites à l'article 404 de la part d'un membre de son corps.

Art. 413^{ter}. Le chef de corps connaît des poursuites disciplinaires concernant les peines mineures.

Dans ce cas, l'instruction est confiée au magistrat qu'il désigne ou au chef de corps du degré supérieur ou à celui que ce dernier désigne.

Le magistrat instructeur dispose des mêmes pouvoirs que le procureur du Roi dans le cadre d'une information pénale en dehors du flagrant délit.

Après clôture de l'instruction le magistrat instructeur transmet son rapport et le dossier au chef de corps.

Une fois l'instruction terminée, le chef de corps peut abandonner les poursuites, infliger une peine mineure ou transmettre le dossier au Conseil national de discipline pour avis et au Ministre de la Justice pour l'application d'une peine majeure.

Art. 413^{quater}. Le Conseil national de discipline connaît des appels formés contre les peines mineures infligées par les chefs de corps.

Le Conseil national de discipline peut abandonner les poursuites disciplinaires ou infliger une peine mineure.

De voorzitter van de eerste kamer van het Hof van Cassatie wijst onder de leden ervan een onderzoeksmagistraat aan die met alle nuttige onderzoeksdaden wordt belast.

Na beëindiging van het onderzoek bezorgt de onderzoeksmagistraat zijn verslag en het dossier aan de voorzitter van de eerste kamer van het Hof van Cassatie.

De eerste kamer van het Hof van Cassatie waarbij de Nationale Tuchtraad overeenkomstig artikel 411, § 1, een zaak aanhangig heeft gemaakt, kan de vervolging staken, alsook een lichte of een zware straf opleggen.

De eerste kamer van het Hof van Cassatie kan betrokkene alleen met een twee derde meerderheid van stemmen straffen met ontslag van ambtswege of met ontzetting uit het ambt.

§ 2. De eerste kamer van het Hof van Cassatie neemt kennis van beroepen ingesteld tegen de intrekking van het mandaat van korpschef of van een adjunct-mandaat.

In dit geval kan de eerste kamer van het Hof van Cassatie ervan afzien een sanctie op te leggen, een lichte straf opleggen of het mandaat van korpschef of een adjunct-mandaat intrekken.

Art. 412^{ter}. De verenigde kamers van het Hof van Cassatie nemen kennis van beroepen ingesteld tegen straffen opgelegd door de hoven van beroep en de arbeidshoven van het Rijk waarbij de Nationale Tuchtraad overeenkomstig artikel 411, § 1, een zaak aanhangig heeft gemaakt.

De verenigde kamers van het anders samengestelde Hof van Cassatie nemen kennis van beroepen ingesteld tegen straffen opgelegd door de eerste kamer van hetzelfde Hof.

De verenigde kamers van het Hof van Cassatie kunnen ervan afzien een sanctie op te leggen, kunnen een lichte straf of een zware straf opleggen.

De verenigde kamers van het Hof van Cassatie kunnen betrokkene alleen met een twee derde meerderheid van stemmen straffen met ontslag van ambtswege of met ontzetting uit het ambt.

Art. 413. De plaatsvervangende magistraten vallen in die hoedanigheid onder de bevoegdheid van dezelfde tuchtrechtelijke overheden als de effectieve magistraten.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de magistraten van het openbaar ministerie, met uitzondering van de magistraten van het openbaar ministerie bij het Hof van Cassatie

Art. 413^{bis}. De korpschef is bevoegd om kennis te nemen van de klachten van iedere belanghebbende over een tekortkoming vanwege een lid van zijn korps ten aanzien van de in artikel 404 voorgescreven verplichtingen.

Art. 413^{ter}. De korpschef neemt kennis van tuchtvervolgingen met betrekking tot lichte straffen.

In dit geval wordt het onderzoek toevertrouwd aan de magistraat die hij aanwijst, of aan de korpschef van het hogere niveau of aan de magistraat die deze laatste aanwijst.

De onderzoeksmagistraat beschikt over dezelfde bevoegdheden als die waarover de procureur des Konings beschikt in het kader van een strafonderzoek, met uitzondering van gevallen van ontdekking op heterdaad.

Na de beëindiging van het onderzoek bezorgt de onderzoeksmagistraat zijn verslag en het dossier aan de korpschef.

Zodra het onderzoek is beëindigd, kan de korpschef de vervolging staken, een lichte straf opleggen of het dossier voor advies aan de Nationale Tuchtraad en met het oog op de oplegging van een zware straf aan de Minister van Justitie verzenden.

Art. 413^{quater}. De Nationale Tuchtraad neemt kennis van beroepen ingesteld tegen lichte straffen opgelegd door de korpschefs.

De Nationale Tuchtraad kan de tuchtvervolging staken of een lichte straf opleggen.

Art. 413**quiquies**. Le Ministre de la Justice saisi par le chef de corps suite à l'information disciplinaire en application de l'article 413ter, alinéa 5, peut après avis du Conseil national de discipline, abandonner les poursuites, infliger une peine mineure au proposer au Roi de prendre une peine majeure.

Le Conseil national de discipline saisi en application de l'article 413ter, alinéa 5, rend un avis motivé au Ministre de la Justice quant à la peine majeure éventuelle à infliger.

Section 2bis. — Dispositions concernant les conseillers et les magistrats du ministère public près la Cour de cassation

Art. 414. Le premier président de la Cour de cassation connaît des poursuites disciplinaires à l'égard des membres de cette Cour concernant les peines mineures.

Dans ce cas l'instruction est confiée au magistrat qu'il désigne.

La première chambre de la Cour de cassation saisie par le premier président connaît des poursuites disciplinaires contre les membres de cette Cour concernant les peines majeures, hormis le retrait du mandat.

Le président de la première chambre de la Cour de cassation désigne parmi ses membres un magistrat instructeur chargé d'accomplir tous les actes d'investigation utiles.

Après clôture de l'instruction, le magistrat instructeur transmet son rapport et le dossier au président de la première chambre de la Cour de cassation.

La première chambre de la Cour de cassation ne peut sanctionner l'intéressé de la démission d'office ou de la révocation qu'à la majorité des deux tiers.

L'assemblée générale de la Cour de cassation connaît des demandes de retrait d'un mandat exercé au sein de cette Cour.

La première chambre de la Cour de cassation connaît des appels formés contre les peines mineures infligées par le premier président.

La première chambre de la Cour de cassation peut abandonner les poursuites disciplinaires ou infliger une peine mineure.

Les chambres réunies de la Cour de cassation connaissent des appels formés contre les peines majeures infligées par la première chambre de la Cour de cassation.

Elles peuvent abandonner les poursuites disciplinaires ou infliger une peine mineure.

Elles ne peuvent sanctionner l'intéressé de la démission d'office ou de la révocation qu'à la majorité des deux tiers.

Le procureur général près la Cour de cassation peut appliquer aux membres du ministère public près cette Cour les peines de l'avertissement, la réprimande simple et la réprimande avec retenue de traitement, la suspension, le retrait du mandat adjoint du premier avocat général

Le procureur général près la Cour de cassation désigne un magistrat instructeur chargé d'accomplir tous les actes d'investigation utiles.

Après clôture de l'instruction, le magistrat instructeur transmet son rapport et le dossier au chef de corps.

La première chambre de la Cour de cassation connaît des appels formés contre ces peines.

Le procureur général près la Cour de cassation peut proposer au Ministre de la Justice la démission d'office ou la révocation des membres du ministère public près cette Cour. »

Art. 9. L'article 418 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 418. En dehors du cas où des poursuites pénales ont été engagées, la procédure disciplinaire est intentée dans les 6 mois de la connaissance des faits par l'autorité disciplinaire.

En cas de poursuite pénale, l'action disciplinaire est intentée dans les 6 mois qui suivent la décision définitive. »

Art. 413**quinquies**. De Minister van Justitie bij wie de korpschef ingevolge een tuchtonderzoek overeenkomstig artikel 413ter, vijfde lid, een zaak aanhangig heeft gemaakt, kan na advies van de Nationale Tuchtraad de vervolging staken, een licht straf opleggen of aan de Koning voorstellen een zware straf uit te spreken.

De Nationale Tuchtraad waarbij overeenkomstig artikel 413ter, vijfde lid, een zaak aanhangig is gemaakt, bezorgt aan de Minister van Justitie een met redenen omkleed advies betreffende de zware straf die eventueel moet worden opgelegd.

Afdeling 2bis. — Bepalingen betreffende de raadsheren en de magistraten van het openbaar ministerie bij het Hof van Cassatie

Art. 414. Met betrekking tot lichte straffen neemt de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie kennis van tuchtvervolgingen ten aanzien van de leden van dat Hof.

In dat geval wordt het onderzoek toevertrouwd aan de door hem aangewezen magistraat.

Met betrekking tot zware straffen, intrekking van het mandaat uitgezonderd, neemt de eerste kamer van het Hof van Cassatie waarbij de eerste voorzitter een zaak aanhangig heeft gemaakt, kennis van tuchtvervolgingen tegen leden van dat Hof.

De voorzitter van de eerste kamer van het Hof van Cassatie wijst onder de leden ervan een onderzoeksmagistraat aan die met alle nuttige onderzoeksdaden wordt belast.

Na beëindiging van het onderzoek bezorgt de onderzoeksmagistraat zijn verslag en het dossier aan de voorzitter van de eerste kamer van het Hof van Cassatie.

De eerste kamer van het Hof van Cassatie kan betrokkene alleen met een twee derde meerderheid van stemmen straffen met ontslag van ambtswege of met afzetting.

De algemene vergadering van het Hof van Cassatie neemt kennis van vorderingen tot intrekking van een mandaat uitgeoefend bij dat Hof.

De eerste kamer van het Hof van Cassatie neemt kennis van beroepen ingesteld tegen lichte straffen opgelegd door de eerste voorzitter.

De eerste kamer van het Hof van Cassatie kan de tuchtvervolging staken of een lichte straf opleggen.

De verenigde kamers van het Hof van Cassatie nemen kennis van beroepen ingesteld tegen zware straffen opgelegd door de eerste kamer van het Hof van Cassatie.

Zij kunnen de tuchtvervolging staken of een lichte straf opleggen.

Zij kunnen betrokkene alleen met een twee derde meerderheid van stemmen straffen met ontslag van ambtswege of met afzetting.

De procureur-generaal bij het Hof van Cassatie kan de leden van het openbaar ministerie bij dat Hof als straf een waarschuwing, een enkele berisping, een berisping met inhouding van wedde, een schorsing of een intrekking van het adjunct-mandaat van eerste advocaat-generaal opleggen.

De procureur-generaal bij het Hof van Cassatie wijst een onderzoeksmagistraat aan die met alle nuttige onderzoeksdaden wordt belast.

Na beëindiging van het onderzoek bezorgt de onderzoeksmagistraat zijn verslag en het dossier aan de korpschef.

De eerste kamer van het Hof van Cassatie neemt kennis van beroepen ingesteld tegen die straffen.

De procureur-generaal bij het Hof van Cassatie kan ten aanzien van de leden van het openbaar ministerie bij dat Hof aan de Minister van Justitie ontslag van ambtswege of afzetting voorstellen. »

Art. 9. Artikel 418 van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 418. Behalve in gevallen waarin strafvervolging is ingesteld, wordt de tuchtprocedure ingesteld binnen 6 maanden nadat van de feiten kennis is genomen door de tuchtvervolging.

In geval van strafvervolging wordt de tuchtprocedure ingesteld binnen 6 maanden na de definitieve beslissing. »

Art. 10. L'article 419 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 419. Aucune sanction ne peut être infligée sans que l'intéressé n'ait été entendu ou dûment appelé.

L'intéressé est convoqué par lettre recommandée contenant l'objet de la convocation, un exposé des faits reprochés, le lieu et le délai pendant lequel le dossier peut être consulté, le lieu et la date de comparution. »

Art. 11. L'article 420 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 420. Le dossier disciplinaire est mis à la disposition de l'intéressé et de la personne qui l'assiste au moins 8 jours avant la comparution. Une copie du dossier peut être obtenue gratuitement. »

Art. 12. L'article 421 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 421. L'intéressé est tenu de comparaître en personne. Il peut se faire assister par un avocat, et en cas de maladie ou d'empêchement reconnus justifiés, se faire représenter par un avocat.

L'audition a lieu en audience publique sauf demande contraire expresse de l'intéressé. »

Art. 13. L'article 422 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 422. La décision motivée est notifiée par lettre recommandée dans le mois qui suit le prononcé de la décision par l'organe disciplinaire compétent, à l'intéressé et à son chef de corps.

La notification est faite soit par le chef de corps qui a infligé la sanction, soit par le greffe de la cour d'appel ou du travail qui a infligé une sanction, soit par le greffe de la Cour de cassation lorsque le Conseil de discipline a infligé une sanction. »

Art. 14. L'article 423 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 423. Les recours prévus aux articles 411, § 2, 412, § 2, 412bis, § 2, 412ter, 413quater et 414 sont exercés dans le mois de la notification de la décision.

Le droit de recours est ouvert à l'intéressé et, pour les recours prévus aux articles 412, § 2, 412bis, § 2, 412ter et 414, alinéa 10, à son chef de corps. »

Art. 15. L'article 424 du même code est abrogé.

Art. 16. L'article 426 du même code est abrogé.

Art. 17. L'article 427 du même code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 427. Toute décision disciplinaire doit être transmise par l'autorité disciplinaire qui l'a rendue au procureur général près la Cour de cassation, lequel en rend compte au Ministre de la Justice.

Les présidents des chambres du Conseil national de discipline créent auprès du secrétaire général du ministère de la Justice une banque de données de jurisprudence en matière disciplinaire où sont centralisés dans le respect de l'anonymat, toutes les décisions prises sur base des articles 404 et 405.

La banque de données peut être consultée sur demande écrite par tous les magistrats et les membres du Conseil national de discipline.

Le procureur général près la Cour de cassation fait état dans son rapport annuel de l'activité disciplinaire, en reprenant les faits et les sanctions prononcées durant l'année écoulée. »

Art. 18. Il est inséré dans la deuxième partie, livre II, titre V du même code un chapitre V (nouveau), rédigé comme suit :

« CHAPITRE V. — *Effacement, réhabilitation et révision*

Art 427bis. Les peines mineures font l'objet d'un effacement automatique après trois ans.

Art. 10. Artikel 419 van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 419. Een sanctie kan enkel worden opgelegd nadat betrokkene is gehoord of behoorlijk opgeroepen.

Betrokkene wordt opgeroepen bij aangetekende brief waarin de reden van de oproeping, de ten laste gelegde feiten, de plaats waar en de termijn waarbinnen het dossier kan worden geraadpleegd, alsook de plaats en datum van verschijning zijn vermeld. »

Art. 11. Artikel 420 van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 420. Het tuchtdossier wordt ten minste 8 dagen voor de dag van verschijning ter beschikking gesteld van betrokkene en van de persoon die hem bijstand verleent. Een afschrift van het dossier kan kosteloos worden verkregen.

Art. 12. Artikel 421 van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 421. Betrokkene moet in persoon verschijnen. Hij kan worden bijgestaan door een advocaat of in geval van gerechtvaardigde ziekte of verhindering zich door een advocaat laten vertegenwoordigen.

Behalve op uitdrukkelijk andersluidend verzoek van betrokkene vindt het verhoor in openbare zitting plaats. »

Art. 13. Artikel 422 van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 422. Het bevoegde tuchtorgaan betekent de met redenen omklede beslissing binnen een maand te rekenen van de uitspraak van de beslissing bij ter post aangetekende brief aan betrokkene en zijn korpschef.

De kennisgeving wordt verricht hetzij door de korpschef die de straf heeft opgelegd, hetzij door de griffie van het hof van beroep of het arbeidshof dat een straf heeft opgelegd, hetzij door de griffie van het Hof van Cassatie indien de tuchtraad een straf heeft opgelegd. »

Art. 14. Artikel 423 van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 423. De beroepen bedoeld in de artikelen 411, § 2, 412, § 2, 412bis, § 2, 412ter, 413quater en 414 worden ingesteld binnen een maand te rekenen van de betekening van de beslissing.

Betrokkene beschikt over een recht van beroep; zijn korpschef beschikt over een dergelijk recht met betrekking tot de beroepen bedoeld in de artikelen 412, § 2, 412bis, § 2, 412ter en 414, tiende lid. »

Art. 15. Artikel 424 van hetzelfde wetboek wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 426 van hetzelfde wetboek wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 427 van hetzelfde wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 427. Alle tuchtbeslissingen moeten door de tuchtverheid die ze heeft genomen, worden overgezonden aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, die daarvan verslag uitbrengt bij de Minister van Justitie.

De voorzitters van de kamers van de Nationale Tuchtraad leggen bij de secretaris-generaal van het ministerie van Justitie een gegevensbank aan betreffende de rechtspraak in tuchtzaken waarin met inachtneming van de anonimiteit, alle beslissingen genomen op grond van de artikelen 404 en 405 worden gecentraliseerd.

Alle magistraten en de leden van de Nationale Tuchtraad kunnen de gegevensbank op schriftelijk verzoek raadplegen.

De procureur-generaal bij het Hof van Cassatie maakt in zijn jaarverslag een staat op van de tuchtzaken van het afgelopen jaar, waarbij de feiten en de uitgesproken sancties worden vermeld. »

Art. 18. In deel II, boek II, titel V, van hetzelfde wetboek wordt een (nieuw) hoofdstuk V ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK V. — *Uitwissing, eerherstel en herziening*

Art. 427bis. Lichte straffen worden na drie jaren automatisch uitgewist.

Art 427ter. Tout intéressé sanctionné par une peine majeure autre que la démission d'office, la révocation ou la destitution pourra adresser une demande motivée de réhabilitation à l'organe disciplinaire qui l'a sanctionné après un temps d'épreuve de 6 ans à dater de la décision ou de l'arrêt intervenu.

L'intéressé joindra ses rapports d'évaluation concernant son attitude durant le délai d'épreuve.

L'organe disciplinaire valablement saisi statuera après avoir entendu ou dûment convoqué l'intéressé.

La décision motivée de l'organe disciplinaire devra intervenir dans les 6 mois de la demande.

Cette décision n'est pas susceptible d'appel, l'intéressé pouvant réintroduire une nouvelle demande tous les six ans.

Art 427quater. Tout intéressé sanctionné par une peine disciplinaire pourra adresser une demande en révision à l'organe disciplinaire qui l'a sanctionné pour autant qu'il justifie d'un élément nouveau.

L'intéressé joindra à sa demande un rapport complet quant aux motivations et preuves qu'il détient pour espérer une révision de la décision ou de l'arrêt intervenu.

L'organe disciplinaire pourra déclarer la demande de l'intéressé irrecevable pour manque de motifs ou de preuves sans audition préalable de l'intéressé.

L'organe disciplinaire valablement saisi, estimant fondée la demande de l'intéressé statuera après avoir entendu ou dûment convoqué l'intéressé.

La décision motivée de l'organe disciplinaire devra intervenir dans les 6 mois de la demande.

Cette décision n'est pas susceptible d'appel, l'intéressé pouvant réintroduire une nouvelle demande tous les six ans. »

Art. 19. Le premier renouvellement du Conseil national de discipline s'effectuera après deux ans par tirage au sort.

Art. 20. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi, au plus tard le premier jour du dix-huitième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Chambre des Représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi de M. Landuyt 1666 n° 1. — Amendements, 1666, n°s 2 et 4. — Rapport de M. Willems, 1666, n° 5. — Texte adopté par la commission, 1666, n° 6. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 1666, n° 7.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 31 mars et 1^{er} avril 1999.

Session de 1998-1999.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, 1347, n° 1. — Rapport fait par M. Desmet, 1347, n° 2. — Texte corrigé par la commission, 1347, n° 3. — Texte adopté en séance plénière, 1347, n° 4.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 27 et 30 avril 1999.

Voir aussi Chambre des Représentants.

Proposition de loi de M. Giet, 1942, n° 1. — Rapport de M. Willems, 1942, n° 2.

Art. 427ter. Iedere belanghebbende gestraft met een andere zware straf dan ontslag van ambtswege, of afzetting of ontzetting uit het ambt kan na een proeftijd van 6 jaar te rekenen van de datum van de beslissing of het arrest een met redenen omkleed verzoek tot herstel in eer en rechten richten aan het tuchtorgaan dat de straf heeft uitgesproken.

Betrokkene moet de evaluatieverslagen betreffende zijn gedrag tijdens de proeftermijn bijvoegen.

Het tuchtorgaan waarbij de zaak rechtsgeldig aanhangig is gemaakt, doet uitspraak na betrokkene gehoord of behoorlijk opgeroepen te hebben.

De met redenen omklede beslissing van het tuchtorgaan moet worden genomen binnen 6 maanden te rekenen van het verzoek.

Die beslissing is niet vatbaar voor beroep. Betrokkene kan om de zes jaar een nieuw verzoek indienen.

Art. 427quater. Iedere belanghebbende gestraft met een tuchtstraf kan een verzoek tot herziening richten aan het tuchtorgaan dat hem heeft gestraft indien hij aantoonde over een nieuw element te beschikken.

Betrokkene voegt bij zijn verzoek een volledig verslag over de beweegredenen en de bewijzen waarover hij beschikt om de herziening van de uitgesproken beslissing of het uitgesproken arrest te verkrijgen.

Het tuchtorgaan kan beslissen dat het verzoek van betrokkene niet ontvankelijk is bij gebrek aan redenen of bewijzen zonder betrokkene vooraf te hebben gehoord.

Als het tuchtorgaan waarbij de zaak rechtsgeldig aanhangig is gemaakt, het verzoek van betrokkene gegrond acht, doet het uitspraak na betrokkene gehoord of behoorlijk opgeroepen te hebben.

De met redenen omklede beslissing van het tuchtorgaan moet worden genomen binnen 6 maanden te rekenen van het verzoek.

Die beslissing is niet vatbaar voor beroep. Betrokkene kan om de zes jaar een nieuw verzoek indienen. »

Art. 19. De Nationale Tuchtraad wordt na twee jaar door middel van loting een eerste maal opnieuw samengesteld.

Art. 20. Deze wet treedt in werking op de datum bepaald door de Koning, maar uiterlijk op de eerste dag van de achttiende maand volgend op die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel van de heer Landuyt, 1666, nr. 1. — Amendementen, 1666, nrs. 2 tot 4. — Verslag van de heer Willems, 1666, nr. 5. — Tekst aangenomen door de commissie, 1666, nr. 6. — Tekst aangenomen in de plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 1666, nr. 7.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 31 maart en 1 april 1999.

Gewone zitting 1998-1999.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, 1347, nr. 1. — Verslag van de heer Desmet, 1347, nr. 2. — Tekst verbeterd door de commissie, 1347, nr. 3. — Tekst aangenomen in de plenaire vergadering, 1347, nr. 4.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 27 en 30 april 1999.

Zie ook Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Wetsvoorstel van de heer Giet, 1942, nr. 1. — Verslag van de heer Willems, 1942, nr. 2.